

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 20 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **Pari réussi**
- 2) **Il met la pression**
- 3) **Il l'est...**
- 4) **Le candidat des petits bourgeois**
- 5) **Le premier débat...**
- 6) **En berne le pouvoir d'achat**
- 7) **De plus en plus de burn-out...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Mélenchon : «Ceci est une manifestation politique, une insurrection citoyenne»



Jean-Luc Mélenchon lors de sa marche samedi à Paris. Photo Boris Allin. Hans Lucas pour Libération

Le candidat de la France insoumise a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris ce samedi pour la VIe République.

L'image est forte : la nuit tombe sur la place de la République et les drapeaux tricolores flottent. Un baryton grimpe sur scène. Il se lance dans une Marseillaise. La foule – près de 130 000 selon les organisateurs gourmands – commence à s'éparpiller. Puis, un dernier chant pour la route, l'Internationale. Le candidat a le sourire. Son pari est réussi. Il avait annoncé cette marche cet été, à Toulouse. Une étape importante. Elle permet de le lancer dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle. Le député européen croit toujours en ses chances de victoire.

«La vague qui nous porte»

L'après-midi débute sur la place de la Bastille. Les organisateurs distribuent des drapeaux tricolores à la foule. La marche pour la VIe République démarre à 14h10. Des jeunes, d'autres moins. Jean-Luc Mélenchon est en tête de cortège accompagné de ses alliés. Ça se bouscule pour la photo. Sur la route, on croise François Ruffin.

Il se lance dans une séance de dédicace sur les pochettes de son film, Merci patron. L'ambiance est tranquille. Les présents marchent à petit pas. Le défilé passe devant le Cirque d'hiver. Hasard du calendrier, le candidat socialiste, Benoît Hamon, est à l'intérieur pour défendre le «droit de mourir dans la dignité» en compagnie de la maire de Paris, Anne Hidalgo.

La foule s'installe sur la place de la République. Des groupes grimpent sur scène. Le son tourne mais les têtes sont ailleurs. L'ambiance ne prend pas vraiment. Il est près de 15h30 et toujours pas de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat est en retard. La foule s'impatiente.

Le froid tombe avec la nuit. Les invités montent sur scène. Parmi eux, l'écrivain Laurent Binet. Il lit du Neruda. Gérard Miller, lui, tape sur le PS, Macron et le vote utile : la foule apprécie. Un peu d'ambiance. Soudain, à l'écran, des visages. Celui du patron des communistes, Pierre Laurent où du député écolo, Sergio Coronado. On n'entend pas très bien mais on croit entendre qu'il faut voter pour Jean-Luc Mélenchon.

«Le bulletin de vote donne le coup de balai»

Le candidat monte sur scène avec une grande heure de retard. Les drapeaux flottent, les «résistance» pleuvent. Il dit : «Je savais que vous seriez là. Je savais qu'elle est inépuisable la vague qui nous porte.» Le tribun maîtrise cet exercice. Il marche, regarde la foule, prend une voix importante. Il choisit ses mots, ses phrases. Du type : «Ceci est une manifestation politique, une insurrection citoyenne contre la monarchie présidentielle.» Ou : «Voici notre maxime : quel que soit le problème, la solution est le peuple.» Jean-Luc Mélenchon se lance dans le futur, défend sa VIe République. A aucun moment, il ne cite ses adversaires. Il le fait à sa manière. «Il faut que le bulletin de vote donne le coup de balai qui les fasse tous, sans exception, dégager.»

La foule aime. Jean-Luc Mélenchon se place au milieu de la scène, il lève les bras en l'air, sans un mot, et les «dégagez, dégagez, dégagez...» se multiplient. Puis, il conclut à sa manière. Il lit du Victor Hugo. A la fin de son discours, de la Marseillaise et de l'Internationale, le tribun prend la parole, une dernière fois. Une façon de profiter un peu plus de ce moment. Le sentiment qu'il refuse de quitter la scène. Il lance : «Que chacun d'entre nous fasse ce qu'il à faire. Pour ma part, je prendrais de tout mon cœur et de toutes mes forces la part de tâche qui m'est dévolue. Et je compte bien que chacun d'entre nous en fasse autant.»

Rachid Laïreche photo Boris Allin



LAPRESSEENREVUE.EU

II) En s'emparant de la République, Mélenchon met la pression sur Hamon

Le candidat de la France insoumise, qui revendique 130.000 participants à son défilé, veut forcer la comparaison avec son rival.

Geoffroy Clavel Chef du service politique du HuffPost



Gonzalo Fuentes / Reuters
Jean-Luc Mélenchon lors de sa marche-meeting du 18 mars 2017 place de la République.

PRESIDENTIELLE 2017 - "Je savais que vous seriez là." Cinq ans après avoir repris la Bastille, Jean-Luc Mélenchon a réédité ce samedi 18 mars sa "démonstration de masse" en remplissant la place de la République pour réclamer une nouvelle constitution susceptible de mettre à bas "la monarchie présidentielle".

Pinacle de la campagne du candidat du Front de gauche en 2012, la parade du chef de file de la France insoumise de 2017 s'est déroulée sans accroc sous les chants révolutionnaires en ce jour anniversaire de la Commune de Paris. L'événement, préparé de longue date, comportait un double enjeu stratégique: réussir "le plus grand rassemblement populaire de l'élection" le jour du coup d'envoi de la présidentielle selon les mots d'un ses soutiens; et mettre la pression sur son rival direct, Benoît Hamon, qui organise ce dimanche son premier grand meeting parisien à Bercy.

"Tant de gens sont venus et parfois de si loin. Ô, comme nous avons besoin de sentir notre force", a lancé Jean-Luc Mélenchon à la foule, comme soulagé de ce succès après avoir vu sa progression dans les sondages coupée net par la primaire du PS.

En revendiquant 130.000 personnes sur la place de la République, l'eurodéputé a volontairement placé la barre haute pour son adversaire socialiste qu'il n'a toutefois jamais cité. Dédaignant les luttes partisans et les étiquettes politiques, les partis (dont le PCF) étant relégués en queue de cortège, Jean-Luc Mélenchon a dressé un réquisitoire implacable, quasiment article par article, contre une Ve République accusée de tous les maux. "Ecrire une constitution c'est écrire le type de société dans lequel on veut vivre", a plaidé le candidat les cheveux fouettés par le vent, fréquemment interrompu par les cris "Résistance, résistance", mot d'ordre de la manifestation.



Jean-Luc Mélenchon @JLMelenchon
Nous sommes 130 000 rassemblés pour la 6e République ! #18mars2017 #Bastille #République - <https://18mars2017.fr>

Mais entre deux coups de boutoir contre le 49-3 et l'article 16 qui offrent tant de pouvoirs au chef de l'exécutif, Mélenchon a multiplié les avertissements pour s'ériger en vote utile de la gauche. "Il faut faire cette révolution citoyenne si vous ne voulez pas subir un coup d'état ethnique ou un coup d'état financier", a lancé le candidat en ciblant sans les citer Marine Le Pen, François Fillon et Emmanuel Macron.

Face aux sceptiques et aux socialistes qui hésitent, Jean-Luc Mélenchon se veut crédible: "notre marche prouve aujourd'hui que nous pouvons gouverner le pays", non sans lancer une "alerte" contre les "pouvoirs incroyables" de l'actuelle Constitution, à ne pas confier à "des apprentis sorciers".

"Françaises, Français, ne confiez pas, fut-ce pour une période transitoire de tels pouvoirs à des gens déterminés à en faire l'usage (...) quand ils se prosternent devant l'ethnie ou devant l'argent", a-t-il répété, appelant les siens à faire usage de leur bulletin de vote pour "dégager" ses adversaires.

Dans les coulisses, son entourage se montre plus explicite. "Hamon devait choisir, il n'a pas choisi. Il est paralysé par le vieux Parti socialiste". François Fillon (particulièrement raillé dans le cortège) et Marine Le Pen "c'est droite extrême et extrême droite". Et Macron, "ce sont les habits neufs du vieux système", étrillent les orateurs nationaux de la France insoumise, persuadés que le premier débat télévisé de la campagne, programme lundi sur TF1, permettra de lancer la campagne sur le fond. Et d'imposer Jean-Luc Mélenchon comme le seul candidat crédible à gauche.

huffingtonpost.fr

III) Après le tour de force de Mélenchon, Benoît Hamon a la pression



Benoît Hamon donne une conférence de presse pour présenter son programme, le 16 mars 2017 à Paris (Revelli-Beaumont/SIPA)

Benoît Hamon va tenter ce dimanche de relancer sa campagne avec un grand meeting à Bercy, au lendemain de la démonstration de force de Jean-Luc Mélenchon.

L'Obs

Scotché à la quatrième place dans les sondages, Benoît Hamon veut donner un coup de fouet à sa campagne. L'équipe du candidat socialiste attend ce dimanche 19 mars 15.000 personnes à partir de 13h à Bercy, dans le XII^e arrondissement de Paris, où François Hollande avait organisé son meeting d'entre-deux tours en 2012.

Samedi, Jean-Luc Mélenchon s'est vanté d'avoir rassemblé 130.000 personnes pour son défilé pour la VI^e République. Traditionnellement, la préfecture de police ne fournit pas de chiffre de participation pour les rassemblements politiques.

Une chose est sûre : le candidat est parvenu sans mal à remplir la place de la République. Aux cris de "On vote, ils dégagent", "Résistance" ou encore "Fin de la monarchie présidentielle", les manifestants ont défilé dans une ambiance bon enfant sous un ciel menaçant.

Un discours "grave"

Parmi les invités de marque chez Benoît Hamon, plusieurs ministres, dont Najat Vallaud-Belkacem, même si une bonne partie du gouvernement devrait se faire excuser, comme lors de l'investiture du candidat. Devraient aussi être présents les anciens ministres et adversaires de Benoît Hamon à la primaire, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg, l'ex garde des Sceaux Christiane Taubira, l'économiste Thomas Piketty, le généticien Axel Kahn, ou le ministre-président de la Wallonie Paul Magnette, héraut de la lutte contre l'accord commercial euro-canadien Ceta.

Pour chauffer l'ambiance, de brèves prises de parole de ces invités ou de simples militants alterneront avec des intermèdes musicaux - les groupes de musique yiddish et tzigane Les Yeux noirs et Debout sur le Zinc sont annoncés.

La maire de Paris Anne Hidalgo devrait dire un mot d'accueil à la tribune, avant un discours d'environ 1h30 du candidat. L'ancien directeur de cabinet d'Harlem Désir Mehdi Ouraoui et l'essayiste Raphaël Glucksmann ont notamment contribué à l'écriture de ce texte, tandis que Jean-Marc Germain, codirecteur de campagne de Benoît Hamon, a coordonné le travail.

Benoît Hamon, qui a fait de l'improvisation et de l'attention portée aux sujets du quotidien une de ses marques de fabrique en meeting, devrait s'efforcer de prendre de la hauteur dans un discours emprunt de "gravité", selon un membre

de l'équipe.

"Benoît Hamon voulait quelque chose de très régalien, très ancré dans l'histoire de France", confie cette source. "C'est un discours qui comprend l'époque, mais qui n'est pas dans l'air du temps. Qui défriche des idées nouvelles, et les ancre dans l'histoire de la gauche et de la République", a-t-on résumé.

"Monde instable"

Benoît Hamon et ses soutiens jouent gros avec ce meeting parisien. Lundi, le candidat avait espéré que ce soit "un grand moment de rassemblement dans une séquence où commencent à se cristalliser les opinions".

Pour Jean-Marc Germain, "c'est le lancement de la dernière ligne droite" avant l'élection des 23 avril et 7 mai. Ce proche de Martine Aubry mise aussi beaucoup sur le premier débat de la présidentielle, lundi, estimant que Benoît Hamon est "un débatteur hors pair, le meilleur" des cinq qui s'affronteront sur le plateau de TF1.

Le codirecteur de campagne de Benoît Hamon estime que ce dernier peut encore remonter la pente, alors que la moitié des électeurs n'ont pas définitivement arrêté leur choix, que l'électorat d'Emmanuel Macron est encore très friable, et que le potentiel électoral de Benoît Hamon est estimé autour de 30%.

Samedi, Benoît Hamon a reçu le soutien de quelque 450 élus franciliens (selon le décompte du président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis Stéphane Troussel), signataires d'une tribune publiée sur le site du « JDD ».

"A 35 jours d'une élection présidentielle pleine d'incertitudes et de risques où rien n'est encore joué, dans un monde instable et dangereux, nous, élus d'Ile-de-France, nous appelons les Françaises et les Français à se rassembler et à voter Benoît Hamon", écrivent-ils.

Avis que ne partage pas Manuel Valls : après avoir annoncé cette semaine qu'il ne parrainerait pas Benoît Hamon, l'ex Premier ministre a éreinté le programme de ce dernier dans une interview au "JDD" dimanche.

"A 35 jours d'une élection présidentielle pleine d'incertitudes et de risques où rien n'est encore joué, dans un monde instable et dangereux, nous, élus d'Ile-de-France, nous appelons les Françaises et les Français à se rassembler et à voter Benoît Hamon", écrivent-ils.

Avis que ne partage pas Manuel Valls : après avoir annoncé cette semaine qu'il ne parrainerait pas Benoît Hamon, l'ex Premier ministre a éreinté le programme de ce dernier dans une interview au "JDD" dimanche.

Valls réfute toute "trahison" et appelle à "oublier les vieux clivages"

L'Obs Journaliste



MAIS AUSSI :

Pour Hamon, en meeting à Paris, "tout commence aujourd'hui"



par Elizabeth Pineau

PARIS (Reuters) - Benoît Hamon a tenté dimanche de

donner un nouveau départ à sa campagne présidentielle en affirmant lors d'un grand meeting à Paris que "tout commence", à 35 jours du premier tour de scrutin, dans le "bruit immense de l'espérance qui vient".

Dans un discours à la fois offensif et positif prononcé devant quelque 20.000 personnes à l'AccorHotel Arena, le candidat socialiste a invité à "réconcilier les Français non seulement avec la gauche mais avec la République".

Il a fustigé une "campagne polluée par l'argent", ciblant d'une même voix le candidat de la droite

François Fillon et celui d'En Marche! Emmanuel Macron, obsédés par "leur destin".

"Ils ont peut-être le sens des affaires, moi j'ai le sens de l'Etat (...) J'ai plus le goût de l'Histoire de France que de la grammaire des affaires", a dit celui qui dit briguer l'Elysée pour **"préparer notre futur et celui de nos enfants."**

"Nous avons rendez-vous face à l'Histoire", a-t-il lancé au début d'un discours d'une heure et demie où il a rappelé les valeurs de la gauche et prôné la "fraternité" dans une France "ouverte, généreuse, solidaire, innovante", où sourd "le bruit de la multitude qui veut être entendue".

"Tout commence aujourd'hui, tout commence avec vous, tout commence par vous", a-t-il dit devant un public fleuri de drapeaux aux couleurs du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts, où retentissaient des "Benoît président".

Le candidat du "futur désirable" s'est fait le chantre d'une "nouvelle démocratie sociale et écologique", à l'image du Conseil national de la Résistance qui promettait "les jours heureux" au sortir de la Deuxième guerre mondiale.

Lâché par une partie de son camp, dont le finaliste malheureux de la primaire du PS Manuel Valls, loin des favoris par les sondages d'opinion, Benoît Hamon a reconnu affronter "des vents contraires" depuis le début de la campagne.

Il a regretté le choix de l'ex-Premier ministre de ne pas le parrainer, dénonçant "**ce manquement à la parole donnée, ce mépris de l'expression démocratique qui exaspère tant le peuple**" et fait selon lui le lit du "Brexit" et du vote Front national.

Dans le Journal du dimanche, Manuel Valls se défend de toute "trahison", estimant agir en "cohérence", alors qu'une partie des socialistes se dit tentée par Emmanuel Macron.

Benoît Hamon a été sévère avec le candidat d'En Marche!, dont il a moqué le projet sur le ton de l'ironie : "**Vous êtes chômeurs, créez votre entreprise ! Vous êtes pauvre, devenez milliardaire ! Vous êtes en T-shirt, allez vous acheter un costume, tiens !**"

Mettant l'ancien banquier et ministre de l'Economie dans le même sac que François Fillon, il a dénoncé les prétendants à l'Elysée "pour réaliser leur destin" dans "cette campagne polluée par l'argent".

"Nul ne peut servir deux maîtres : la République et l'argent, le peuple et l'argent, la France et l'argent", a prévenu Benoît Hamon.

Après avoir fait respecter une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats des ces dernières années en France, le candidat socialiste a fait applaudir le président François Hollande, le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, et le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian mais uniquement pour leur action contre le terrorisme.

Il s'est inscrit dans les pas des figures et des acquis de la gauche, citant tour à tour Jean Jaurès, les ouvriers du site sidérurgique de Florange, les 35 heures de Martine Aubry, l'abolition de la peine de mort et le mariage pour tous défendu par l'ancienne ministre de la Justice, Christiane Taubira, présente dans la salle et ovationnée par le public.

"Vous êtes la France, ne baissez pas la tête", a dit Benoît Hamon. **"Soyez un peuple fraternel, ouvert, respectueux, anti- raciste. Ouvrez vous au monde!"**

"Candidat de la feuille de paye, du pouvoir d'achat, de la France qui se lève tôt", Benoît Hamon a défendu son idée controversée de "revenu universel", qui "n'oppose pas les chômeurs aux travailleurs, il les réconcilie".

Face à l'adversité, Il s'est voulu combatif.

"Je n'ignore rien, mais alors rien, des obstacles qui nous attendent", a-t-il assuré. "Mais vous n'ignorez rien, désormais, de ma détermination".

(Edité par Yann Le Guernigou)

[reuters.com](https://www.reuters.com)



IV) Présidentielle : mais qu'est-ce qu'ils trouvent tous à Emmanuel Macron ?

Catherine Balle, Christel Brigaudeau, Pauline Théveniaud



Le mathématicien de renom Cédric Villani admire et soutient Emmanuel Macron, qu'il connaît depuis 2013. IP3 PRESS/MAXPPP/CHRISTOPHE MORIN

Le candidat d'En Marche, qui entend dépasser les clivages traditionnels, attire à gauche comme à droite. Mais on peut s'interroger sur la majorité avec laquelle il gouvernerait une fois élu.

Cédric Villani, mathématicien : «Une capacité presque magique à attirer»

Chercheur de renommée mondiale, défenseur acharné des maths et vulgarisateur infatigable, Cédric Villani est un homme occupé. Mais quand il s'agit de parler d'Emmanuel Macron, il rappelle dans les cinq minutes. Le mathématicien, autrefois bayrouiste, côtoie l'ex-banquier depuis 2013 et le soutient à la ville et en meetings. « Il est le candidat le plus foncièrement européen », estime Villani, qui admire « sa capacité presque magique à attirer des gens d'horizons divers. Il a réussi à faire renaître de l'intérêt pour la vie politique ».

Pour Villani, l'addition des contraires pratiquée par Macron est une équation valable en politique. « Le clivage gauche-droite est plus délétère qu'autre chose, pense-t-il. Avec Macron, on va apprendre à se passer de majorité gouvernementale et à faire des alliances et arbitrer dans un cadre de multipartisme. Une plus grande pluralité d'opinions, c'est plutôt sain. » S'il n'affiche « aucun désaccord » avec le programme d'En marche, le médaillé Fields ose tout de même

un pas de côté : « J'aurais aimé qu'il aille plus loin sur l'éducation et la recherche, notamment sur la gestion des ressources humaines. » Et de se rassurer : « Le programme est un engagement à minima : c'est pour cela que je ne m'inquiète pas. Les orientations choisies, vers plus d'autonomie des établissements, vont dans le bon sens. »

François Berléand, comédien : «J'aime son côté fédérateur»

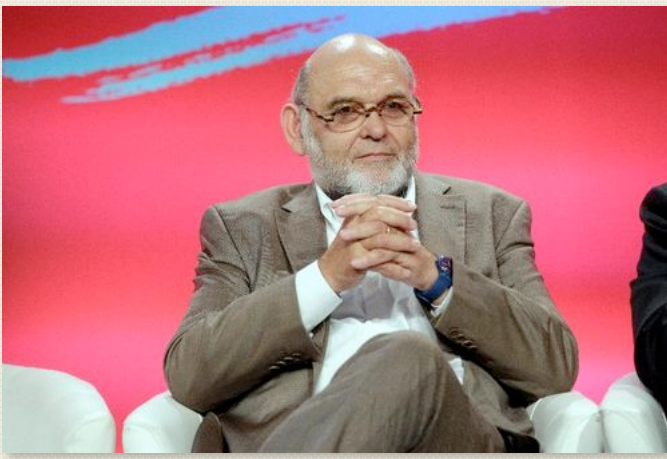


(LP/Frédéric Dugit.)

Il a annoncé dès septembre qu'il soutenait Emmanuel Macron. « Cela fait deux ans qu'on se connaît, confie François Berléand, qui a rencontré le candidat d'En marche au cours d'un dîner. J'ai tout de suite trouvé qu'il avait un charisme et une culture absolument incroyables. » L'acteur, qui « votait socialiste parce que les socialistes étaient les seuls à avoir un discours cohérent sur la culture », avait donné son bulletin à François Bayrou en 2012. Aujourd'hui, il se considère comme « social-démocrate » et « de centre-gauche ». « Ce que j'aime chez Macron, c'est son côté fédérateur. Il est prêt à prendre les bonnes idées de droite et les bonnes idées de gauche. Moi qui ai fait une école de commerce, cela me touche qu'il parle de la dette. Et puis, je suis très séduit par ses propositions sur l'éducation, notamment son projet de réduire les effectifs des classes dans les quartiers en grande difficulté, de mieux y payer les instituteurs et d'y choisir des enseignants avec de l'expérience. J'adhère aussi à son projet de taxer l'héritage (pour moi, c'est ça, être de gauche) comme à celui de supprimer l'ISF pour éviter l'évasion fiscale. Maintenant, j'espère qu'on ne va pas lui découvrir des casseroles ! »

Robert Hue, ex-secrétaire national du PCF : «On doit rassembler toutes les forces progressistes»

Ce n'est pas une alliance sur laquelle on aurait a priori parié... L'ancien communiste Robert Hue s'engage pour Emmanuel Macron.



(LP/Olivier Arandel.)

« Je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'il dit, mais il existe un vrai danger pour la démocratie, justifie Robert Hue. Nous ne sommes pas à l'abri d'une accession de Marine Le Pen au pouvoir. Il faut rassembler toutes les forces progressistes pour empêcher son élection. »

Ce qui le séduit chez le leader d'En marche ? « Le dépassement des systèmes, la forte rénovation et moralisation de la vie politique. » Sur le plan économique, certaines mesures libérales du candidat sont pourtant loin des prises de positions passées de Robert Hue, notamment sur la loi El Khomri...

« Sur ces questions-là, je reste avec mes idées, assure le sénateur du Val-d'Oise. Je n'ai pas été gagné par l'ivresse libérale. Je suis de gauche et je n'ai pas l'impression de me renier. Mais nous sommes dans une situation où il faut trouver les compromis nécessaires. Comme l'écrivait Aragon : Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat. »

Catherine Balle, Christel Brigaudeau, Pauline Théveniaud

Le Parisien

Le Parisien

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Présidentielle : le programme du premier débat télévisé sur TF1 le 20 mars



Anne-Claire Coudray et Gilles Bouleau animeront le débat entre cinq candidats à la présidentielle, le 20 mars sur TF1. - FREDERIC BERTHET /

Par Louis Hausalter

Décor, thématiques, ordre de passage... Marianne vous dévoile tout le programme du premier débat télévisé de l'élection présidentielle 2017 entre François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, prévu le lundi 20 mars à 21 heures sur TF1 et LCI.

C'est un événement inédit dans l'histoire de l'élection présidentielle. Lundi 20 mars à 21 heures, TF1 et LCI feront débattre sur un même plateau les cinq candidats à l'Elysée les mieux placés dans les sondages. François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ferrailletteront en direct lors d'une émission prévue pour durer 2h30 au minimum, mais qui pourrait se terminer aux alentours de minuit.

Le débat aura lieu sur l'un des grands plateaux de télévision de La Plaine Saint-Denis, en banlieue parisienne. Debout derrière leurs pupitres, les candidats formeront un cercle avec les deux présentateurs, Gilles Bouleau et Anne-Claire Coudray.

« Nous avons opté pour un décor qui soulignera le côté agora, explique à Marianne Philippe Morand, chef adjoint du service politique de TF1. Nous avons voulu nous différencier des débats des primaires, qui ressemblaient plutôt à un face-à-face entre candidats et journalistes. Cette fois, les candidats se regarderont, ce qui favorisera au maximum l'interpellation et le débat. »

Fillon parlera en premier, Macron aura le dernier mot

Pas moins de 420 personnes composeront le public. Chaque candidat a le droit d'inviter 36 soutiens, qui seront placés derrière lui. Les places restantes seront occupées par des salariés de TF1 : pas question de prendre le risque d'une intrusion sur le plateau. Côté design, le décor se veut « solennel » et « présidentiel » : pas de fond bleu ou rouge uni comme lors des débats des primaires, plutôt des tons de beige et de gris qui permettent d'échapper aux couleurs politiquement connotées.

Le déroulé du débat a été arrêté lors des discussions avec les équipes des cinq candidats, qui ont abouti lors d'une réunion à la tour TF1 le 3 mars. En introduction, chaque prétendant aura une minute 30 pour répondre à la question : « Quel président voulez-vous être ? » Un tirage au sort sous contrôle d'huissier a déterminé l'ordre de passage : c'est François Fillon qui aura la parole en premier, tandis que Benoît Hamon conclura cette phase d'introduction. Même topo pour la conclusion : chaque candidat disposera d'une minute 30 pour s'adresser aux téléspectateurs. C'est à nouveau François Fillon qui parlera le premier, tandis qu'Emmanuel Macron aura le dernier mot de l'émission. Des réponses de deux minutes maximum

Le débat lui-même se découpera en trois séquences thématiques, prévues pour durer environ 50 minutes chacune :

- « **Quel modèle de société pour la France ?** » : cette première partie abordera les questions de sécurité, d'immigration, d'identité, de société, mais aussi l'écologie et les institutions.
- « **Quel modèle économique pour la France ?** » : les candidats plancheront sur le travail, la protection sociale, la fiscalité ou encore le commerce international.
- « **Quelle place pour la France dans le monde ?** » : cette dernière partie sera consacrée aux questions géopolitiques (Europe, terrorisme, frontières...).

TF1 a prévu des échanges dûment chronométrés, histoire d'assurer l'égalité des temps de parole. A chaque question des journalistes, un candidat disposera de deux minutes pour répondre. Mais à partir d'une minute 30, ses adversaires pourront l'interpeller. « Ce débat doit véritablement lancer la campagne sur le fond, veut croire Philippe Morand, de TF1. L'idée est de susciter un

un maximum d'échanges. » Et un maximum d'audience, bien sûr.

par Louis Hausalter@LouisHausalter
Journaliste politique

marianne.net



VI) Le pouvoir d'achat des Français reste en berne

Humanite.fr



De nombreux indicateurs, après avoir empirés jusque fin 2014, se redressent légèrement pour retrouver à peu près leur niveau de 2012 et l'arrivée au pouvoir de François Hollande. Photo :AFP

L'Insee vient de présenter son bilan et prévisions sur la situation économique du pays. C'est la dernière note de conjoncture du quinquennat Hollande.

Cette note de conjoncture de l'Insee a une saveur toute particulière. Elle présente le tableau de la situation économique du pays après cinq années de pouvoir de François Hollande. Et elle n'est pas sans rappeler les petits panneaux que l'on trouve à l'entrée des toilettes publiques : « Merci de laisser ce lieu dans l'état dans lequel vous l'avez trouvé en entrant. » Car de nombreux indicateurs, après avoir empirés jusque fin 2014, se redressent légèrement pour retrouver à peu près leur niveau de 2012 et l'arrivée au pouvoir de François Hollande. Le taux chômage calculé par l'Insee, par exemple, retrouverait mi-2017 son niveau de mi-2012, autour de 9,8 %. D'autres indicateurs

tels que la progression des salaires par exemple, ou l'investissement des ménages retrouveraient également des taux comparables à il y a 5 ans. Le pouvoir d'achat des Français en revanche se prend du plomb dans l'aile, à cause du regain de l'inflation, dont une bonne partie est causée par la hausse des prix du pétrole.

L'effet élection sur le moral

Cette hausse molle prévue pour ce début d'année 2017 est expliquée par plusieurs facteurs. En premier lieu l'Insee anticipe un « effet élection ». L'institut a en effet observé que toutes les grandes élections nationales précédentes avaient un effet positif non négligeable (+4 points en moyenne) sur la confiance des ménages. Le moral des patrons (appelé « climat des affaires ») n'est pas touché par les élections mais reste globalement bon selon les enquêtes de terrains menées par l'institut. Ils envisageraient de créer 93 000 emplois d'ici juin.

La balance commerciale est aussi prévue pour être moins catastrophique. Les anticipations pour le commerce extérieur sont meilleures du fait d'une hausse des commandes dans l'aéronautique. L'Insee espère aussi une météo plus clémente qui pourrait épargner les exportations de céréales et de vin, pas comme en 2016.

Résultat, la croissance estimée s'élèverait ainsi à 1,1 % sur le premier semestre 2017. Ce qui reste globalement proche de ce qui est prévu pour l'ensemble de la zone euro.

Pierric Marissal

Journaliste, spécialiste des nouvelles technologies

humanite.fr

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) 36% des Français ont déjà fait burn-out

Par Alexis Feertchak



Crédits photo: I 1942 0847 /Rido fotolia

La CFDT a révélé ce jeudi les résultats ambivalents de sa grande enquête sur le monde du travail. Alors qu'une large majorité des personnes interrogées aiment leur travail, un salarié sur trois aurait fait un burn out au cours de sa carrière. La CFDT propose une «banque du temps» pour le travail.

Dans son enquête nationale «Parlons travail» dont les résultats sont publiés ce jeudi, la CFDT dresse un état des lieux d'un monde du travail où satisfaction et souffrances s'entremêlent. Lors de sa conférence de presse pour présenter les résultats de l'enquête, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, en a profité pour rappeler les propositions de la CFDT en vue de l'élection présidentielle.

- Pour la CFDT, «casser les clichés» sur le travail

La conclusion de cette enquête est «ambivalente» selon le mot de Laurent Berger. Si les personnes interrogées aiment leur travail et le jugent utile, elles font part de souffrances récurrentes. Les préoccupations des Français apparaissent aussi différentes des thèmes politiques abordés. La question du temps de travail apparaît ainsi relativement secondaire dans les résultats de l'enquête.

Lors de sa conférence de presse, Laurent Berger a estimé qu'il fallait «sortir des clichés» sur le travail. Il veut éviter les deux caricatures extrêmes entre le travail considéré comme un simple «coût à réduire» et le travail vu sous le seul angle de la «souffrance» et de l'«aliénation».

- Une personne sur trois a déjà fait un burn out

Pour 32% des personnes interrogées, le travail délabre plutôt la santé.

36% des personnes déclarent avoir déjà fait un burn out au cours de leur carrière, une proportion qui s'élève à 54% chez celles qui sont actuellement au chômage.

Le chiffre le plus frappant concerne l'épuisement au travail. 36% des personnes déclarent avoir déjà fait un burn out au cours de leur carrière, une proportion qui s'élève à 54% chez les chômeurs. Les femmes (39%) sont davantage concernées que les hommes (31%). Une majorité de personnes interrogées considère que leur charge de travail est «excessive» (51%).

«On constate une intensification du travail», précise Laurent Berger dans sa conférence de presse. Le syndicaliste précise dans le même temps que «58% des personnes interrogées déclarent avoir déjà pleuré à cause de leur travail». Un chiffre qui fait écho aux 69% de personnes interrogées qui jugent qu'on leur «fixe plutôt des objectifs intenable».

- Les Français aiment leur travail et le juge utile

Néanmoins, tous les indicateurs pris en compte ne sont pas aussi alarmants, loin de là. Une majorité des salariés aime son travail (82%), le juge utile (77%) et en est fier (61%). D'ailleurs, selon les personnes interrogées, au travail, on rigole souvent (65%) voire tout le temps (4%).

Quant à la proposition «Un emploi où je serai payé à ne rien faire, ce serait le rêve», 82% s'y opposent.

- Plus d'autonomie, de reconnaissance et de mobilité

«[L'enquête] montre que les travailleurs ont besoin de davantage de coopération, [qu']ils en ont assez d'une vision verticale du travail», a précisé Laurent Berger ce matin sur Europe 1. Pour le patron de la CFDT, il y a «une volonté d'articuler la vie professionnelle et la vie personnelle».

Si les Français aiment leur travail, en sont fiers et le jugent utile, 70% d'entre eux ont l'impression «d'être une machine».

Dans l'enquête de la CFDT, les salariés

souhaiteraient davantage d'autonomie (82%) tandis que le manque de reconnaissance est ce qui pèse le plus lourd (42%) devant les inégalités de salaire (11%). La mobilité apparaît aussi comme un objectif pour les Français. Pour 53% des personnes interrogées, leur «carrière idéale» exigerait de «changer de métier au cours de la carrière» contre seulement 37% pour qui elle rimerait avec une «carrière sans période de chômage».

Les salariés émettent de vives critiques sur le fonctionnement des entreprises. Ils sont ainsi une écrasante majorité à souhaiter que leur entreprise ait un fonctionnement plus démocratique. À travers plusieurs réponses, la hiérarchie est rejetée. Dans la situation hypothétique où il n'y aurait pas de chef, 24% estiment qu'ils «travailleraient mieux» tandis que pour 64% d'entre eux, «ça ne changerait pas grand-chose».

Si les Français aiment leur travail, 70% ont l'impression «d'être une machine». En revanche, 94% considèrent que leur travail ne pourrait pas être remplacé par une machine. Une thématique qui fait grandement écho à celle mise en avant par Benoît Hamon sur la robotisation de l'économie et ses conséquences possibles sur l'emploi.

- Le temps de travail n'est pas le problème

En revanche, pour 42%, la durée légale du temps de travail «n'est pas le problème». Jusqu'à 39 heures par semaine, ils sont plus de 65% à penser que les horaires s'accordent bien avec leur vie personnelle. Seules 17% des personnes interrogées veulent réduire le temps de travail en deçà des 35 heures.

Autre enseignement: 32% préféreraient travailler moins contre 66% gagner plus. Dans le même esprit, une large majorité estime que les salaires (64%) et les perspectives de promotion (75%) ne sont pas satisfaisants vu les efforts fournis au travail. «Même si 81% des répondants travaillent avant tout pour subvenir à leurs besoins, l'engagement au travail dépasse la contrepartie financière», souligne la CFDT.

- Une «banque du temps» pour le travail

Dans le contexte de l'élection présidentielle, la CFDT publie un Manifeste pour le travail recensant ses principales propositions sur le sujet. Mesure phare mise en avant ce matin par Laurent Berger sur Europe 1, la «banque du temps» permettrait de «penser le temps de travail

autrement» dans la mesure où la durée légale du temps de travail n'est pas la priorité des Français voire est devenue «obsolète». Intégrée au Compte personnel d'activité (CPA), la banque du temps permettrait à chaque travailleur de gérer son temps de travail tout au long de sa carrière, notamment pour mieux concilier vie privée et vie professionnelle. La CFDT propose également la possibilité de réduire par accord collectif la durée du travail dans l'entreprise ou la branche concernée afin de tenir compte de «l'intensification du travail» révélée par l'enquête.

Alexis Feertchak journaliste -

lefigaro.fr

LE FIGARO · fr

A Suivre...
La Presse en Revue